

**INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DE LA DEMOGRAPHIE**

DIRECTION DES STATISTIQUES GENERALES

SERVICE DES PRIX

Elo: Ouedraogo

Mathurin TOÉ → serv. prix

SYSTEME NATIONAL DE SUIVI DES PRIX

<p>BILAN DE LA PREMIERE PHASE Mars-Août 1994</p>
--

Ouagadougou, Août 1994

INTRODUCTION

Suite à la modification de la parité du franc cfa intervenue en janvier 1994, la lutte contre l'inflation constitue une priorité pour les pays de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Le succès de la dévaluation dépend de l'évolution de l'inflation. L'information étant un élément fondamental dans cette lutte, l'INSD avec l'appui des partenaires au développement et en collaboration avec les Directions Régionales du Plan (DRP) et le Système d'Information sur les Marchés (SIM) de l'ex-OFNACER, a mis en place un dispositif national de suivi des prix depuis février 1994.

Les objectifs poursuivis par ce dispositif sont :

- à court terme la collecte et la mise à la disposition du public des informations sur l'évolution des prix sur l'ensemble du territoire national;
- à moyen et long termes l'extension du champ géographique de suivi des prix à la consommation jusqu'à ce jour limité à la ville de Ouagadougou.

Le financement est assuré conjointement par la Banque Mondiale à travers le PAA, la Coopération Française à travers le PAFI et le PNUD. Le dispositif est au terme de sa première phase de six mois (de mars à août 1994) et la deuxième commencera à partir de septembre connaîtra une légère modification du dispositif.

Le présent rapport s'articule autour de trois points qui sont :

- Rappel méthodologique
- Résultats
- Difficultés et perspectives

I- RAPPEL METHODOLOGIQUE

1- Liste des produits à suivre

Il s'agit :

- d'articles figurant dans la liste des 108 articles du panier de l'indice des Prix à la Consommation africaine (IPC), actuellement calculé par l'INSD.
- d'une liste complémentaire tenant compte du caractère rural de certaines localités.

2- Choix des localités et points de relevés

Les points de relevés sont constitués par les différents marchés répartis dans les différents Centres Régionaux de Gestion (CRG) de l'OFNACER et les Directions Régionales du Plan (activité de contrôle). Ces régions sont au nombre de 16.

Pour une première étape, il a été retenu l'idée d'utiliser le réseau de collecte et de transmission des données du Système d'Information sur les Marchés(SIM). Au total, 37 marchés sont concernés par la collecte. Le nombre et le choix de ces marchés tiennent compte des critères de situation géo-économique et de productivité sur le plan céréalier, de telle sorte qu'une couverture nationale acceptable soit assurée.

3- Méthode et périodicité des relévés des prix.

Les relévés se font suivant les deux groupes de produits:

- produits alimentaires :

Ces produits sont vendues au tas en général. Il est de ce fait difficile de déterminer un prix au kg pour ces produits sans effectuer des pesées. Une fiche de tendance a été proposée pour pouvoir avoir une idée de la tendance des prix pour ce groupe de produits.

- produits non alimentaires :

Pour ces produits généralement manufacturés, les prix s'obtiennent par consultation des tarifs pratiqués sur les différents marchés. Il est important ici de souligner que la sensibilisation des commerçants a joué un rôle important pour qu'ils ne confondent pas les enquêteurs aux agents du fisc ou de contrôle de prix.

Pour les produits alimentaires, les relevés devaient s'effectuer au rythme de un(1) relevé chaque mois par les équipes de contrôle et de supervision.

Pour les produits non alimentaires, la fréquence est de une fois par semaine.

4- Système de transmission des données

Les données devaient être collectées par les agents du S.I.M et transmises par le même réseau à savoir:

- de la localité au centre régional par les transporteurs via les postes de police ou de gendarmerie;
- du centre régional par FAX. Le contrôleur DRP va chercher les fiches au CRG, les contrôle et les envoie à l'I.N.S.D par le bureau ONATEL de la région via le fax du S.I.M.

5- Mise en place du système:

L' INSD a effectué quatre missions en vue de:

- former les enquêteurs et les contrôleurs de la DRP;
- sensibiliser les autorités locales et la population
- effectuer les premiers relevés des prix.

6- Financement

Le financement est assuré conjointement par la Mission Française de Coopération, le PNUD et la Banque Mondiale. Le financement des missions d' installation a été assurée effectivement par la Coopération Française, l' achat du matériel de transmission incombent au PNUD, et les charges de fonctionnement à la Banque Mondiale.

II- TRAITEMENT ET RESULTATS

2.1 *Traitement*

Au départ les données étaient saisies sur un tableur à savoir Excell. Mais la gestion du fichier restait difficile avec ce tableur. Ensuite un programme de saisie en Epi-Info a été élaboré par le service des prix pour résoudre ce problème.

Cela a permis de sortir les résultats par semaine des trois premiers mois(Mars, Avril, Mai), puis de regrouper les données hebdomadaires en données mensuelles pour les différentes localités réparties dans les dix (10) régions économiques ou D.R.P.

Au regard de ces données, sur un total de 57 produits non alimentaires, 51 ont été retenus, les 6 autres n' ayant pas d' unité homogène facilitant les comparaisons. Il s' agit des céréales. Nous n' avons pas jugé nécessaire l' étalonnage des unités de mesure de ces céréales, pour ne pas faire double compte avec le SIM. Pour les produits alimentaires, la fiche de tendance s' est révélée inopérante non pas du point de vue son utilisation sur le terrain , mais du point de vue de la signification et de l' interprétation des données collectées.

2.2 *Résultats*

Les prix sont disponibles par marché, par région économique pour les différents produits suivis(voir annexes).

Au regard des résultats également, nous avons décidé de diminuer la fréquence des relevés qui est passé de 4 à 2 par mois à partir du mois de juillet. Cela répond au souci de départ qui était de déceler tout mouvement suspect de prix dans un laps de temps réduit. Or au cours des trois premiers mois, il n' y avait pas de variation sensibles d' une semaine à l' autre. Il ne s' avérait donc plus nécessaire de continuer avec la même fréquence d' observation.

III- DIFFICULTES ET PERSPECTIVES

1- difficultés

a) disponibilité des financements

L'installation du Système a été assurée par la Coopération Française(formation des enquêteurs et contrôleurs), qui en plus de cela a assuré l'achat des balances et d'un fax pour l'INSD. L'opération de collecte a débuté sur le terrain sans décaissement des fonds Banque Mondiale(PAA). Ainsi, il a fallu en début d'enquête effectuer un préfinancement pour que la suite de l'opération ne soit pas compromise. Par la suite, une première tranche de trois mois a été débloquée. Un retard de 3 mois est constamment observé sur le volet financement PAA, alors qu'on est en fin Août, date d'expiration initiale de la première phase du dispositif. Le financement promis par le PNUD (achat de fax) ne semble pas non plus être un acquis.

b) Transmission des données

Le schéma initial prévoyait l'envoi des questionnaires par les bureaux ONATEL des dix régions. Mais l'acquisition tardive du fax de l'INSD et le déblocage tardif du budget n'ont pas permis de respecter cette procédure. Finalement les fiches sont transmises des localités vers les centres par le réseau SIM d'où elles sont transmises à Ouagadougou soit par des occasions de missions, soit par les transporteurs. Avec la restructuration de l'OFNACER qui est un maillon important du réseau SIM, le schéma reste donc à revoir.

c) Diffusion

Les résultats des mois de Mars, Avril, et Mai ont été largement diffusés par l'INSD et ceux des mois de juin et juillet sont en cours de finalisation.

Dans le budget, un volet matériel avait été introduit avec une bonne part de matériel de reproduction, pour permettre la diffusion des résultats de l'enquête. Une requête qui n'a pas encore eu de suite a été adressée au PAA. L'importance de la publication des résultats de cette enquête n'est plus à démontrer à l'heure où tous les esprits sont attentifs à l'évolution des prix sur le territoire national.

d) Champ géographique et liste des produits

Le système tel que conçu au départ devait permettre de cerner sur un champ géographique représentatif du territoire national, l'évolution des prix. Les critères de choix des marchés s'alignaient sur ceux du SIM. En s'en tenant à ces marchés (37), le Système se trouve être un mécanisme lourd avec ses 57 produits non alimentaires et ses 39 produits alimentaires, contre 4 céréales seulement pour le SIM. On ne trouve pas tous les produits de la liste sur certains marchés. C'est ce qui explique les faibles taux d'observation(cf tableau ci-dessous).

Taux d' observations en % des produits non alimentaires dans les centres secondaires :

Localités/Mois	Mars	Avril	Mai	Moyenne
Faramana	53	57	55	55
N'dorola	57	59	69	61
Niangoloko	78	80	76	78
Dandé	59	65	61	61
Bitou	67	63	71	67
Guelwongo	61	67	61	63
Zabré	61	61	63	61
Tougouri	55	49	55	53
Kongoussi	82	82	82	82
Solenzo	76	59	71	69
Djibasso	69	71	73	71
Hamélé	67	69	65	67
Fara	65	69	69	67
Diébougou	59	65	69	64
Namounou	59	73	0	66
Botou	27	27	0	27
Bogandé	69	73	0	71
Diapaga	59	49	0	54

Ainsi à Botou, on a un taux d' observation de 27%; ce qui veut dire que sur les 51 articles, seulement 14 ont pu être observés. Le taux maximal est de 82% à Kongoussi, les autres localités ayant des taux qui oscillent entre 50 et 70%. D 'où une complication des comparaisons spatio-temporelles.

Cette caractéristique du système ne facilite pas sa manoeuvre et a des retombées financières très importantes. En saison pluvieuse certaines localités ne sont pas accessibles, et le système de transmission des données reste précaire.

2- Perspectives

En résumé, au regard des différents problèmes qui se posent dans le cadre du système, les perspectives peuvent être les suivantes :

- Se limiter aux dix régions économiques (DRP) plus leurs antennes (16 localités)
- Enrichir la liste avec les résultats de l' EBC à Ouagadougou
- Le contrôleur DRP prend en main les relevés 2 fois par mois pour les non alimentaires et une fois par mois pour l' alimentaire
- Envoie des fiches de relevés par les transporteurs

CONCLUSION

Les six premiers mois de fonctionnement du Système National de Suivi des Prix ont montré que le système est viable et qu' il peut être pérennisé, à condition d' être assoupli et d' avoir le soutien financier des autorités.

A l' heure actuelle, le suivi des prix doit demeurer une priorité aux yeux des décideurs, pour faciliter à terme la construction d' un indice des prix à couverture nationale. Sur la base des différentes propositions faites plus haut, un chronogramme et un budget révisé seront discutés en vue de pérenniser cette activité, qui permettra aux DRP d' insérer l' activité statistique dans leurs activités courantes, facilitant ainsi la décentralisation tant souhaitée par l' INSD.